



DECLARATION COMMUNE AU CTL EMPLOIS DU 17 DECEMBRE 2015

Monsieur le Président,

2130 suppressions d'emplois à la DGFIP pour 2016 : c'est un véritable plan social que connaît notre administration puisqu'en 14 ans, elle aura perdu 25 % de ses effectifs !!!

Dans notre département au 31 décembre 2015, plus de 35 emplois seront vacants et 21 emplois seront supprimés pour 2016 !!!

Sous couvert de vos obligations vous continuez le travail de sape entrepris depuis quinze ans.

Le constat sur les effets de cette folle poursuite à la course aux suppressions d'emplois est sans appel. Chaque jour, la dégradation des conditions de travail s'accélère pendant que la qualité du service régresse et que la charge de travail explose. Les agents sont à bout de nerfs sous l'effet conjugué des suppressions d'emplois, des restrictions budgétaires, de l'accroissement continu de la fréquentation de nos services et des restructurations réalisées dans le cadre de la Démarche Stratégique.

TOUS les services, TOUTES les résidences, sont concernés et vous utilisez toujours et encore les restructurations pour justifier les suppressions à venir.

Votre cynisme atteint son paroxysme. Après avoir fait le constat en CTL que les restructurations nécessitaient des transferts d'emplois, vous supprimez maintenant ces emplois avant même leur implantation, ce qui revient à ajouter des charges supplémentaires aux services sans les effectifs correspondants.

Nous exigeons :

- **L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois**
- **Des créations d'emplois à hauteur des besoins des services.**
- **Que les vacances d'emplois soient pourvues**

Les élus de Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO-DGFIP refusent de participer à cette destruction du réseau et des missions des Finances Publiques.

Nous ne siégerons donc pas dans cette instance.